



REPUBLIQUE DE GUINEE

TRAVAIL – JUSTICE - SOLIDARITE

PRIMATURE



COMITE NATIONAL DE LUTTE CONTRE LES IST/SIDA

SECRETARIAT EXECUTIF

RAPPORT

**DE LA DEUXIEME REUNION TRIMESTRIELLE DE COORDINATION DES
INTERVENTIONS DES PARTENAIRES ET ACTEURS DE LA RIPOSTE AU
VIH/SIDA EN REPUBLIQUE DE GUINEE**

Août 2026

TABLE DES MATIERES

I. CONTEXTE	3
II. DEROULEMENT	3
2.1 Allocution de Madame Massae Shimomura, Directrice Adjointe du Programme Alimentaire Mondial (PAM)	3
2.2 Discours d’ouverture de Docteur Abass DIAKITE, Secrétaire Exécutif du CNLS	3
2.3 Synthèse des Présentations	4
III. RECOMMANDATIONS	7
IV. CONCLUSION	8

I. CONTEXTE

Dans le cadre du renforcement de la coordination des interventions et la gouvernance de la riposte nationale au VIH/Sida, le Secrétariat Exécutif du Comité National de Lutte contre les IST/Sida a organisé la deuxième réunion trimestrielle de coordination nationale de la riposte au VIH/Sida au compte de l'année 2026. Cette rencontre a connu la participation de l'ensemble des partenaires et acteurs de la lutte contre le Sida.

II. DEROULEMENT

Cérémonie d'ouverture

Après l'accueil, l'installation et la présentation des Officiels, la réunion a débuté par une allocution et un discours :

2.1 Allocution de Madame Massae Shimomura, Directrice Adjointe du Programme Alimentaire Mondial (PAM)

Dans son allocution, la Directrice Adjointe du PAM en Guinée a souhaité la bienvenue à l'ensemble des participants et participantes et a présenté ses excuses pour les conditions d'accueil, notamment en raison de la capacité limitée de la salle de réunion. Elle a souligné l'importance de la rencontre, consacrée à la lutte contre le VIH/Sida et a exprimé le souhait que les échanges soient participatifs et contributifs. Elle a également adressé ses remerciements aux participants, aux organisateurs ainsi qu'à l'ensemble des partenaires ayant contribué à la tenue de cette réunion.

Pour terminer, elle a encouragé une participation active de tous afin de favoriser des échanges riches et de contribuer au renforcement des actions de lutte contre le VIH/Sida.

2.2 Discours d'ouverture de Docteur Abass DIAKITE, Secrétaire Exécutif du CNLS

Le Secrétaire Exécutif du CNLS a souhaité la bienvenue à l'ensemble des participants et a salué leur mobilisation en faveur de la lutte contre le VIH/Sida en République de Guinée. Dans son discours, il a mis un accent particulier sur l'importance stratégique de cette rencontre, qui s'inscrit dans le cadre du renforcement de la gouvernance et de la coordination de la riposte nationale au VIH/Sida. Il a également rappelé la nécessité pour l'ensemble des partenaires et acteurs de conjuguer leurs efforts afin d'assurer une action cohérente, harmonisée et efficace.

La réunion constitue ainsi un cadre privilégié de partage d'informations stratégiques, d'examen du niveau de mise en œuvre des interventions, d'identification des difficultés rencontrées et de présentation des perspectives et activités programmées pour la suite de l'année.

Le Secrétaire Exécutif a particulièrement insisté sur le caractère indispensable de la coordination, considérée comme un levier essentiel pour optimiser les ressources, renforcer la complémentarité des interventions et accroître leur impact sur la riposte au VIH/Sida.

Il a enfin appelé l'ensemble des parties prenantes à faire preuve d'un engagement soutenu, d'un esprit d'équipe et d'un sens élevé des responsabilités, afin de garantir la qualité et l'efficacité des

travaux et a formulé ses vœux de plein succès à la réunion avant d'en déclarer officiellement ouverts les travaux.

2.3 Synthèse des Présentations

Après ces interventions, la réunion a débuté par un tour de table des participants, suivi des présentations.

➤ **La lecture de la Décision de création du Comité de pilotage du transfert de l'USFR de MSF/B au MSHP et la présentation des informations générales sur le plan national et international dans le cadre de la lutte contre le VIH/Sida en République de Guinée**

Madame Fatoumata Binta Bhoie DIALLO, Cheffe de Département Communication du SE/CNLS a commencé sa présentation par la lecture de la décision de création du Comité de pilotage du transfert de l'USFR de MSF/B au MSHP, elle a ensuite présenté les principales informations nationales et internationales relatives à l'évolution de l'épidémie du VIH/Sida. Cette présentation a porté notamment sur les données épidémiologiques de 2025, les alertes pour 2026, ainsi que les principaux progrès et innovations enregistrés dans la riposte.

Au niveau mondial, les données présentées font ressortir des progrès importants, notamment en matière d'accès au traitement antirétroviral, avec 32 millions de personnes sous traitement ARV en 2025. Toutefois, des insuffisances persistent, particulièrement pour l'accès des enfants aux traitements pédiatriques.

La région Afrique demeure particulièrement affectée par l'épidémie, dans un contexte marqué par la diminution des financements consacrés à la prévention.

La baisse de 23 % de l'aide internationale destinée aux programmes VIH en 2025 constitue, selon l'ONUSIDA, une menace majeure pour la pérennité des acquis et l'atteinte de l'objectif d'élimination du Sida comme menace de santé publique à l'horizon 2030.

La présentation a également mis en évidence les avancées enregistrées vers les objectifs **95-95-95**, ainsi que l'émergence de nouvelles stratégies de prévention, notamment le déploiement progressif du **Lénacapavir injectable à longue durée d'action**.

En conclusion, malgré les progrès réalisés et la disponibilité d'outils efficaces, le maintien des acquis demeure fortement tributaire de la mobilisation des financements et de la réduction des inégalités.

➤ **La Présentation de la version consolidée et validée du Cadre Stratégique National Intégré de lutte contre le VIH, la Tuberculose et les Hépatites 2027-2031**

La présentation de M. Aly DIALLO, Gestionnaire de la Base de données du SE/CNLS a porté sur les principaux axes du Cadre Stratégique National Intégré (CSNI) 2027-2031 de la riposte aux IST/VIH/Sida. Elle a mis en avant la nécessité d'un engagement politique soutenu, d'une meilleure coordination multisectorielle et d'un renforcement des mécanismes de suivi et de financement afin d'assurer l'atteinte des objectifs nationaux.

Parmi les facteurs déterminants pour la réussite de la mise en œuvre du CSNI, l'accent est mis sur le maintien de la tutelle de la Primature pour favoriser la synergie entre les Ministères, l'interopérabilité des données à travers la plateforme unifiée DHIS2, la sécurisation du financement domestique et le renforcement de l'ancrage communautaire, avec une implication continue de la société civile et des agents de santé communautaires.

La présentation s'est achevée sur un appel à la mobilisation collective de l'ensemble des parties prenantes pour garantir la mise en œuvre efficace du CSNI 2027-2031 et contribuer à l'atteinte des objectifs nationaux de la riposte.

➤ **La Présentation des informations sur l'état des stocks des intrants VIH à la PCG**

La présentation de Dr Abdoulaye SANGARE, Chef Service de Gestion des Produits des Programmes de la PCG/SA a porté sur la situation des intrants. Elle a permis de faire le point sur les stocks disponibles au magasin central et dans les agences régionales, ainsi que sur les produits arrivant à péremption et des éventuelles ruptures.

La situation a fait ressortir une disponibilité globalement importante de plusieurs intrants, mais également des produits en péremption proche et certaines ruptures au niveau du magasin central. Une attention particulière est requise pour les stocks présentant des dates de péremption rapprochées dans certaines agences.

À cet effet, il a été recommandé de prioriser la distribution des intrants à péremption proche et de réorienter certains stocks vers les sites à forte consommation. Un suivi rapproché est notamment préconisé pour Labé, Mamou, N'zérékoré et la Guinée Maritime, compte tenu des niveaux de stocks concernés.

➤ **La Présentation du Référentiel National d'intégration des Services de Santé Sexuelle et Reproductive**

Cette présentation faite par Dr Aboubacar Sidiki MAGASSOUBA, Consultant de l'AGBEF a porté sur le Référentiel National d'Intégration des Services VIH et de Santé Sexuelle et Reproductive (SSR), version 2.0, élaboré sous l'égide du CNLS. Elle a mis en évidence la nécessité de renforcer l'intégration des services afin d'améliorer l'accès, la qualité et la continuité des soins.

Le modèle proposé repose sur une intégration progressive, fondée sur un paquet minimum de services adapté aux capacités des structures, un déploiement par phases à partir de sites pilotes et l'institutionnalisation des acquis avant la mise à l'échelle nationale.

La mise en œuvre s'appuiera notamment sur le renforcement des compétences des prestataires, l'amélioration du système de référence et de contre-référence, la sécurisation des intrants, ainsi qu'un dispositif intégré de suivi-évaluation et de gouvernance.

En conclusion, la présentation a appelé à la mobilisation de l'ensemble des parties prenantes pour assurer l'appropriation et la mise en œuvre effective du référentiel, à travers la validation du document, la mise en place du comité technique national, la sélection des sites pilotes et la mobilisation des ressources nécessaires à son déploiement.

➤ **La Présentation du niveau d'évolution du processus de transfert des activités VIH, TB de MSF/B au MSHP**

Dans la présentation de M. Adelard SHYAKA, Coordonnateur Médical de MSF/B, le plan de transition du projet VIH/TB de MSF à Conakry vise à assurer, d'ici 2027–2028, un transfert intégral, progressif et sécurisé des activités vers les structures pérennes de l'État.

Cette démarche, élaborée avec le MSHP, le CNLS, les programmes nationaux, l'hôpital National Donka et les partenaires et acteurs de lutte contre les IST/Sida vise à assurer la continuité, la qualité et la gratuité intégrale des soins, à travers le renforcement des capacités, la sécurisation des approvisionnements et un accompagnement post-transfert.

La réussite de cette passation repose ainsi sur un leadership renforcé du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique, un plaidoyer budgétaire soutenu du CNLS, l'engagement des partenaires techniques et financiers, et la participation active de la société civile afin d'ancrer durablement une offre de soins centrée sur les patients.

➤ **La Présentation des données du S1 du CLM/OCASS**

Cette présentation a été faite par Monsieur Fodé SOUMAH, Responsable de Suivi-Evaluation de l'OCASS.

Selon lui, au premier semestre 2026, le dispositif OCASS a couvert 86 sites de santé, sensibilisé 4 959 usagers et enquêté sur 1 992 patients. Il a documenté 100 dysfonctionnements, principalement liés aux ruptures de médicaments et d'examens de laboratoire, ainsi qu'à la qualité de l'accueil. Les alertes remontées ont permis plusieurs réapprovisionnements et ont contribué à réduire certaines ruptures et pannes.

Toutefois, le respect de la gratuité demeure préoccupant : 51,9 % des bénéficiaires interrogés ont déclaré avoir payé des prestations censées être gratuites. Les principales difficultés concernent les retards d'approvisionnement, l'insuffisance des quantités livrées et le retard du cofinancement de l'État. Il est recommandé de renforcer le financement des intrants, d'intégrer durablement l'OCASS dans la politique nationale de santé communautaire et de réhabiliter les mécanismes communautaires de proximité.

➤ **La présentation de la situation de la mise en œuvre des activités de la Société Civile (REFIG, REGAP+).**

La présentation du REGAP+ a été faite par Mme Kadiatou Bodié BALDE, Présidente.

Au cours du premier semestre 2026, le REGAP+ a poursuivi son engagement en faveur de la prévention du VIH, de l'accompagnement des personnes vivant avec le VIH et de la lutte contre la stigmatisation. Ses interventions ont permis de sensibiliser 2 842 personnes, de réaliser 2 473 dépistages et d'orienter 50 personnes dépistées positives vers les services de prise en charge. Les actions de recherche des patients perdus de vue ont également favorisé le retour aux soins de 162 personnes.

En dépit des contraintes liées au financement, à la logistique, aux ruptures d'intrants et aux enjeux de gouvernance, le REGAP+ demeure un acteur essentiel de la riposte communautaire au VIH. La poursuite de ses actions nécessitera un appui accru afin de renforcer la prévention, le suivi

communautaire de la qualité des soins, le plaidoyer et l'autonomisation des associations membres.

La présentation de REFIG a été faite par Mme Aminata SOUMAORO, Présidente.

Créé en 2015, le Réseau des Femmes infectées et affectées par le VIH en Guinée (REFIG) œuvre pour la prise en charge psychosociale et l'autonomisation des femmes vulnérables à travers le pays.

Le réseau a renforcé son ancrage local, développé la distribution de préservatifs féminins, rayonné à l'international et établi un partenariat avec Zero Hunger Project. Confronté à des difficultés de recrutement pour sa direction exécutive, le REFIG a sollicité l'appui du CNLS pour pérenniser le fonctionnement de sa structure. Pour l'avenir, l'organisation projette d'étendre ses interventions dans les zones minières impactées par le projet Simandou 2040 afin de favoriser un développement inclusif. Elle a réaffirmé enfin que la conviction de l'autonomisation des femmes constitue le levier fondamental du bien-être des familles et de l'ensemble de la communauté.

À l'issue de ces différentes présentations, des échanges approfondis ont été engagés entre les participants. Les discussions ont permis de poser des questions, d'apporter des éclaircissements sur les différentes thématiques abordées, de partager les préoccupations des structures et de formuler des recommandations.

III. RECOMMANDATIONS

A l'issue des échanges et des différentes présentations, les participants ont formulé les recommandations suivantes :

A la PCG/SA

- Mettre en place une équipe de suivi pour rendre compte de la situation des intrants ;
- Considérer Tri-line comme test de dépistage au lieu de test de confirmation.

Au PNLSH

- Organiser une rencontre entre l'équipe GAS et le personnel du PNLSH pour la restitution des recommandations de la deuxième réunion de Coordination ;
- Prendre des dispositions pour l'utilisation des équipements médicaux pédiatriques ;
- Revoir le plan de distribution des intrants avec les agences de la PCG de l'intérieur afin d'éviter le surstock des produits ;
- Faire un plan de campagne et de distribution de tri-line en surstock à la PCG ;
- Organiser une concertation entre le PNLSH et les ATD pour l'utilisation des produits à péremption proche.

A la DNLM

- La transformation de l'USFR en EPA,
- Faire la restitution de cette réunion pendant les réunions des ATD à l'intérieur du pays avant la réunion mensuelle ;

Au SE/CNLS

- Inviter la Direction Nationale de Santé Communautaire à la prochaine réunion de coordination ;

- Impliquer les directions Nationales de laboratoire à la Supervision de Haut Niveau ;
- Organiser un voyage d'échange d'expérience au Benin par rapport à l'atteinte du 1^{er} 95.

IV. CONCLUSION

La deuxième réunion trimestrielle de coordination de l'année 2026 a été clôturée par les mots de remerciement de Docteur Abass DIAKITE, Secrétaire Exécutif du Comité National de Lutte contre les IST/Sida. Il a souhaité bon retour à tous les participants. Il faut noter que cette deuxième réunion trimestrielle de coordination fut une réussite totale du point de vue participation effective et active des partenaires et acteurs conviés.

